



# La grogne enfle dans les territoires

Plusieurs élus locaux s'insurgent contre le manque de concertation et craignent une perte d'autonomie.

EMMANUEL GALIERO @EGallero  
ET MARION MOURGUE @MarionMourgue

LE 100<sup>E</sup> CONGRÈS de l'Association des maires de France s'ouvre, lundi, dans un climat très tendu entre l'État et les collectivités locales. Emmanuel Macron est resté secret sur ce qu'il dira aux maires jeudi (lire page 2). Jacques Mézard, le ministre de la Cohésion des territoires, a annoncé « un geste » et le journal *Les Échos* a également affirmé, cette semaine, que le gouvernement s'orientait vers un assouplissement de la contrainte fixée aux collectivités locales en matière de dépenses. Selon le quotidien économique, tous les acteurs de ce dossier sensible s'agiteraient en coulisses pour préparer l'image d'un président de la République applaudi par les maires, en clôture de congrès.

Pourtant, les signaux d'une fronde

naissante se sont multipliés ces dernières semaines. Nombre d'élus locaux, inquiets pour leurs finances, s'interrogent sur les objectifs de l'exécutif. Certains dénoncent un double discours, entre les « *attaques systématiques* » d'Emmanuel Macron depuis l'été et les déclarations « *lénifiantes* » et « *contradictives* » d'Édouard Philippe.

À l'AMF, Philippe Laurent, le secrétaire général UDI, déplore des choix « *sans concertation* ». « *À titre personnel, je ne suis pas loin de penser que cette stratégie relève d'une volonté de détricoter systématiquement le monde ancien.* » Même agacement à l'Assemblée des départements de France, où le ministre Jean-Michel Blanquer a déclenché un tollé en annonçant 194 millions d'euros en moins pour le financement des manuels scolaires dans les collèges. « *Comme il en a l'habitude, c'est de manière brutale, sans concertation et sans information préalable que le gouvernement a annoncé la baisse* », a blâmé le groupe des présidents de gauche. « *Il aura fallu moins d'un mois pour que le discours positif du ministre de l'Éducation nationale devant l'ADF à Marseille soit pris à revers par les actes* », ont-ils ajouté dans un communiqué.

## « Trente-cinq ans en arrière »

Selon Gérard Larcher, président LR du Sénat, les élus locaux devraient être d'abord perçus comme des « *partenaires* ». « *On ne redresse pas sans ou contre*

*les collectivités territoriales* », prévient-il. Pour lui, les annonces de l'État ont été « *une catastrophe* ».

La crise de confiance inquiète aussi André Laignel. Le vice-président de l'AMF considère que Macron en veut à l'autonomie des collectivités locales. « *L'État souhaite être tout pouvoir. On revient trente-cinq ans en arrière, avant la*

*loi de décentralisation de 1982. C'est invraisemblable!* » Cerise sur le gâteau, l'AMF a découvert, sans en être préalablement informée, que l'Élysée avait demandé aux préfets de trouver quinze maires par département pour une invitation à l'Élysée en marge du congrès.

Jeudi, le journal *Marianne* a révélé « *L'appel des 100 élus locaux* », piloté par le socialiste François Kalfon. Les signataires fustigent « *la détestation des territoires* » et qualifient le président Macron de « *parfaite incarnation* » d'une alliance entre « *politiques libérales et haute administration d'État mondialisée* ». De son côté, Damien Abad, vice-président du groupe LR à l'Assemblée, a lancé l'« *appel des élus de la droite et du centre* » qui refusent d'être « *étranglés par des réductions budgétaires toujours plus nombreuses et imprévisibles* ». ■

## LES PETITES VILLES COMPTENT AUSSI SE FAIRE ENTENDRE

Réélu à la tête de l'Association des petites villes de France (APVF) en septembre, Olivier Dussopt compte se faire entendre lors du congrès des maires de France. Le député socialiste et maire d'Annonay (Ardèche) attend du chef de l'État qu'il s'explique sur ses actes en contradiction, selon lui,

avec les propos tenus lors de la conférence nationale des territoires, en juillet dernier. « *Le président doit clarifier une fois pour toutes ses positions. Qu'entend-il par liberté locale quand la suppression de la taxe d'habitation diminue notre autonomie fiscale ?* », s'alarme-t-il. Quant aux

métropoles, il va rappeler qu'elles « *auront besoin des petites communes sur la question alimentaire comme celle de la transition énergétique* ». L'APVF, que préside Olivier Dussopt, fédère environ 3 000 villes de 2 500 à 25 000 habitants, soit plus de 20 millions de Français.



« Nous ne pouvons plus accepter les économies demandées sans mettre en danger les services publics de notre ville »

PATRICE BESSAC  
MAIRE PCF DE MONTREUIL (SEINE-SAINT-DENIS)



Au salon des maires de France, en juin 2016, porte de Versailles, à Paris.  
CAMILLE MILLERAND